

# MDMG

**SAHEL**

*John Dramani Mahama*

L'analyse de la semaine

## Le chiffre DE LA SEMAINE

# 2,5

## Milliards d'euros

C'est le stock d'investissements directs français au Ghana. **Plus de soixante entreprises françaises sont implantées dans le pays, générant environ 50 000 emplois directs et indirects.** Le Ghana est la sixième destination des investissements français en Afrique subsaharienne, la treizième destination des exportations françaises sur le continent et la cinquième source d'importations françaises en Afrique subsaharienne, avec **des échanges commerciaux bilatéraux atteignant 681 millions d'euros en 2024.**

## Santé, bourses, investissements : ce que le Ghana gagne et ce que le Sahel perd

*Par Hamid N'gadé*

Plateforme numérique de santé, coopération agricole, intelligence artificielle, infrastructures de transport : ce que la France et le Ghana ont scellé le 8 avril à l'Élysée ressemble au catalogue de ce que Paris finançait autrefois au Sahel. Les juntas de Bamako, Niamey et Ouagadougou ont substitué la coopération russe à la coopération française. Africa Corps fournit des mercenaires, des drones et de la formation au combat. Mais personne, dans les trois capitales sahéniennes, ne peut nommer un seul hôpital russe en construction, un seul programme de télé-médecine financé par Moscou, un seul projet de développement comparable à ce que le Ghana vient d'obtenir. Au-delà des postures souverainistes, la question demeure : entre des armes qui n'ont pas enrayé le jihad et des systèmes de santé qui sauvent des vies, quelle coopération sert réellement les peuples du Sahel ?



## **le Ghana premier bénéficiaire du compact santé**

Le 8 avril 2026, le président ghanéen John Dramani Mahama était reçu à l'Élysée au lendemain du One Health Summit de Lyon, sommet international sur la santé mondiale organisé dans le cadre de la présidence française du G7. La France a désigné le Ghana comme premier bénéficiaire de son compact santé, un mécanisme de soutien aux systèmes de santé nationaux comprenant la création d'une plateforme numérique intégrant dossiers médicaux centralisés, télémédecine et amélioration de la communication entre professionnels de santé. Les discussions ont également porté sur la coopération agricole, l'intelligence artificielle, la santé maternelle et le financement de l'autoroute Accra-Kumasi. Plus de soixante entreprises françaises sont implantées au Ghana, générant quelque 50 000 emplois directs et indirects, avec un stock d'investissements directs de 2,5 milliards d'euros. Le contraste avec la situation des pays de l'Alliance des États du Sahel est saisissant.

**“au Mali, un programme de 70 millions de dollars pour la couverture sanitaire universelle ciblant les services de santé reproductive et maternelle dans quatre régions a été gelé.”**

La France a suspendu l'intégralité de son aide au développement au Mali en novembre 2022, au Niger en juillet 2023, au Burkina Faso en août 2023. La suspension a entraîné l'arrêt de projets de santé concrets : au Mali, un programme de 70 millions de dollars pour la couverture sanitaire universelle ciblant les services de santé reproductive et maternelle dans quatre régions a été gelé. Les coopérations scientifiques et culturelles ont été interrompues, les projets de recherche de l'IRD fragilisés. En mars 2025, les trois pays ont parachevé la rupture en quittant l'Organisation internationale de la Francophonie, dont le Niger avait pourtant été le berceau à Niamey en 1970.



## Une coopération russe impertinente

Ce qu'il faut mesurer, ce n'est pas la légitimité des griefs sahéliens à l'égard de l'ancienne puissance coloniale. C'est la nature de ce qui a remplacé la coopération française. Les trois juntes ont opté pour un partenariat prioritaire avec Moscou. La Russie a déployé Africa Corps, livré des équipements militaires, fourni des drones et des instructeurs. Son apport est exclusivement sécuritaire. Pourtant, les données ACLED montrent que les engagements impliquant des combattants russes au Mali ont chuté de plus de 33% entre 2024 et 2025, tandis que le JNIM n'a cessé d'étendre son emprise territoriale. Sur le plan du développement, de la santé ou de l'éducation, la coopération russe reste invisible. Aucun hôpital, aucune plateforme de santé numérique, aucun programme agricole comparable à ce que la France et le Ghana viennent de signer n'a été annoncé entre Moscou et l'un des trois pays de l'AES.



Pendant ce temps, les systèmes de santé sahéliens s'enfoncent. Le 10 avril 2026, deux jours après la signature du compact franco-ghanéen, l'éditorialiste nigérien Soumana Idrissa Maïga dressait dans le quotidien L'Enquêteur un constat qui vaut pour les trois pays : des urgences hospitalières où les familles doivent acheter elles-mêmes gants, seringues et alcool avant qu'un médecin n'intervienne ; des appareils en panne chronique ; des patients qui meurent de maux curables sur des brancards rouillés, pendant qu'une élite politico-administrative s'offre des évacuations sanitaires à l'étranger à coups de dizaines de millions de francs CFA. Le Niger consacre moins de 10% de son budget à la santé, comme le Mali et le Burkina Faso. C'est dans ces hôpitaux-là que se mesure le coût réel d'une rupture diplomatique. Ni les drones turcs commandés à Ankara, ni les instructeurs russes déployés dans les garnisons ne changeront quoi que ce soit au calvaire d'une mère qui court à la pharmacie de garde acheter des gants pour que son enfant soit examiné. Accra, sans fanfare et sans rupture, vient de s'assurer que ce jour arrive un peu plus vite pour les Ghanéens. Le Sahel, lui, attend toujours.





## Niger : plus d'attaques, plus d'officiers tués, et désormais une guerre entre jihadistes

*Un capitaine de gendarmerie abattu dès les premiers tirs sur une vedette immobilisée par les balles. Un lieutenant tué à Namaro, celui-là même qui avait escorté le convoi de carburant Niamey-Bamako en novembre. Et à Pétel-Colé, cinquante combattants du JNIM et de l'EIGS qui s'entretuent pour la première fois en territoire nigérien. La semaine du 6 au 11 avril 2026 confirme l'accélération d'une spirale que le Niger subit depuis le début de l'année : plus d'attaques, plus d'officiers visés, et désormais une guerre intra-jihadiste qui s'installe sur son sol.*

L'embuscade n'a duré que quelques minutes. À hauteur du village de Banga Tondi, commune de Kollo, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Say, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) a neutralisé une patrouille fluviale de la gendarmerie nationale. Selon un compte rendu opérationnel que MDMG Sahel a pu consulter, la mission revenait du marché de Guemey où elle avait saisi une vingtaine de sacs de sel et interpellé six individus suspects, embarqués à bord de la vedette. Les tireurs, embusqués dans les arbres en rive droite, ont atteint simultanément le moteur et le capitaine Mamane Ada Sahabi, chef de mission. La vedette, privée de propulsion, a dérivé vers la position ennemie. Les six suspects ont sauté à l'eau et se sont enfuis. Sur sept personnels à bord, quatre sont portés disparus, dont le capitaine. L'armement de la patrouille est resté sur la vedette immobilisée en rive droite.

Tout dans cette attaque signale une opération planifiée : le ciblage du moteur pour immobiliser, celui du commandant pour décapiter, le choix d'un point où le courant porte la cible vers les tireurs. La saisie de sel et la fuite coordonnée des suspects au moment précis de l'embuscade suggèrent que la patrouille interférait avec un circuit d'approvisionnement que le JNIM entendait protéger.

Ce n'est qu'un fragment de la semaine. Quelques jours plus tôt, dans la zone de Namaro, le lieutenant Souleymane Amadou Mamane tombait sous les balles du JNIM. L'officier avait commandé l'escorte du convoi de carburant Niamey-Bamako en novembre 2025. Le 8 avril, la commune de Farrey, dans la région de Dosso, subissait une attaque en plein jour faisant au moins sept morts et une trentaine de maisons incendiées.

Le 10 avril, les Lakurawas, affiliés à l'État islamique, tendaient une embuscade au 72e Bataillon interarmes près de Dioundou, dans la même région : deux soldats tués, cinq blessés, deux véhicules militaires incendiés. À Bagaroua, dans la région de Tahoua, un élève de troisième et un enseignant étaient tués le 6 avril dans des attaques séparées. Sur l'axe d'Ouallam, les groupes armés terroristes ont imposé un blocus routier qui compromet l'approvisionnement alimentaire de la zone, prolongeant la logique de l'attaque du 27 mars au plateau de Taroum qui avait fait seize morts. À Gueskerou, aux portes de Diffa, des villages entiers se vident chaque soir, leurs habitants dormant dans la brousse pour fuir les enlèvements.

C'est dans ce contexte que le JNIM et l'EIGS se sont affrontés pour la première fois sur le sol nigérien, dans la zone frontalière de Pétel-Colé, faisant une cinquantaine de morts. Jusque-là cantonnée au Mali et au Burkina Faso, la guerre intra-jihadiste s'installe au Niger et ajoute un front supplémentaire à un dispositif sécuritaire déjà débordé.

Le 7 avril, à Ankara, le ministre de la Défense Salifou Mody signait un protocole de déploiement de formateurs militaires turcs au Niger. Le même jour, France 24 documentait l'affrontement de Pétel-Colé. Entre les protocoles signés dans les capitales et la réalité que vivent les habitants de Farrey, de Banga Tondi, de Gueskerou ou de Bagaroua, l'écart ne cesse de se creuser. Et ce sont les officiers, les enseignants, les élèves et les villageois qui paient la différence.

Documentation : Abdou Pagoui

**مقتل 35 عنصرا من ميليشيا القاعدة المرتدة بهجوم مضاد لجنود الخلافة غرب النيجر**

ولاية الساحل | الاثنين 18 شوال 1447 هـ

بتوفيق الله تعالى، هاجم جنود الخلافة تمركزات ميليشيا القاعدة المرتدة، في قرية (بيتل كولبي) بمنطقة (تيلابيري)، الخميس الماضي، بالأسلحة المتنوعة بعد اعتدائها على سكان القرية، ما أدى لمقتل 35 عنصرا وإحراق عدد من الدراجات النارية، واغتنام 33 بندقية و5 رشاشات و10 دراجات نارية، ولله الحمد.

**مقتل 3 عناصر من جيش النيجر المرتد وإحراق آلية بهجوم لجنود الخلافة بمنطقة (دوسو)**

ولاية الساحل | الاثنين 25 شوال 1447 هـ

بتوفيق الله تعالى، كمن جنود الخلافة لدورية لجيش النيجر المرتد، قرب قرية (أنفوا دوكا) بمنطقة (دوسو)، الجمعة الماضية، واستهدفوها بالأسلحة المتنوعة، ما أدى لمقتل 3 عناصر وإصابة آخرين وإحراق آلية دفع رباعي وتضرر آلية أخرى، واغتنم المجاهدون 6 رشاشات متنوعة، وعادوا إلى مواقعهم سالمين، ولله الحمد.



# L'Alliance des Démocrates du Sahel est née. Le combat commence le 9 mai



Le Sahel n'est pas condamné à choisir entre le chaos jihadiste et le silence des casernes. L'Alliance des Démocrates du Sahel, née le 7 avril 2026 à Bruxelles, ouvre une troisième voie : celle du retour à l'ordre constitutionnel, des élections libres, de la libération des prisonniers politiques et d'une gouvernance fondée sur la justice et l'éthique. Face à trois juntes qui dissolvent les partis, musellent la presse et déchèent leurs opposants de leur nationalité, l'ADS porte une conviction simple et radicale : le Sahel mérite mieux que le règne indéfini des armes. Présidée par la médecin nigérienne Dr Mayra Djibrine, portée par des acteurs de la société civile et des responsables politiques des trois pays de l'AES, l'ADS donnera le coup d'envoi de sa mobilisation le 9 mai prochain à Bruxelles.

L'acte fondateur est daté du 7 avril 2026. Ce jour-là, à Bruxelles, des citoyens maliens, burkinabè et nigériens, issus de la société civile, du monde politique, du journalisme et des professions libérales, ont signé la naissance de l'Alliance des Démocrates du Sahel. Le communiqué fondateur ne laisse aucune place à l'ambiguïté : l'ADS dénonce « la militarisation de la politique et toute forme de pouvoir exercé sans consentement démocratique » ainsi que « l'inefficacité et l'amateurisme des régimes militaires » à la tête du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

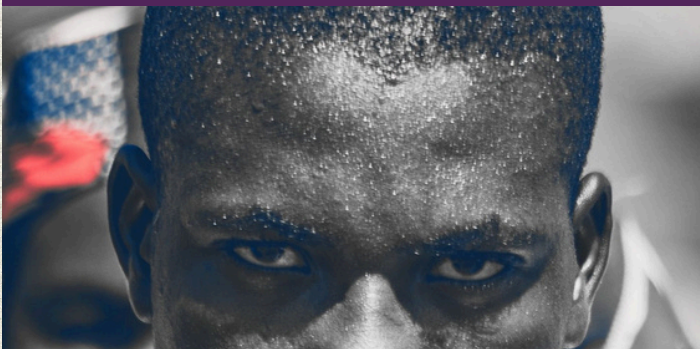
Le contexte qui a rendu cette initiative nécessaire se passe de longs développements. Au Burkina Faso, Ibrahim Traoré a dissous l'ensemble des partis politiques en janvier 2026 avant de déclarer, le 3 avril, que « la démocratie n'est pas pour nous ». Au Mali, Assimi Goïta s'est fait proclamer président jusqu'en 2030 sans élection et a interdit toute activité politique. Au Niger, le général Tiani a déchu vingt citoyens de leur nationalité depuis octobre 2024, dont les deux derniers, Aminata Takoubakoye Boureima et Djibo Yaya, le 1er avril 2026, pour le seul motif d'avoir exprimé des opinions contraires au régime. Dans les trois pays, les journalistes critiques, les syndicalistes et les procureurs jugés trop indépendants ont été envoyés au front par voie de conscription forcée. L'espace civique a été réduit à néant. C'est précisément parce que cet espace n'existe plus à l'intérieur qu'il s'est reconstitué à l'extérieur.

L'ADS est présidée par le Dr Mayra Djibrine, médecin nigérienne engagée dans l'humanitaire et la défense des droits. Le secrétariat général est assuré par Malick Konaté, journaliste malien en exil. Le secrétariat général adjoint revient à Idder Alghabid, ancien membre du cabinet du président Mohamed Bazoum. Le mouvement revendique une trentaine de membres fondateurs et a ouvert sa campagne d'adhésion le 11 avril 2026, en amont du lancement officiel de ses activités prévu le 9 mai à Bruxelles. Son programme tient en quelques lignes claires : retour à l'ordre constitutionnel dans les trois pays, organisation d'élections libres et transparentes, libération de tous les prisonniers politiques, restauration des libertés fondamentales et promotion d'une gouvernance fondée sur la justice, l'éthique et la redevabilité.

Les défis qui attendent l'ADS sont à la mesure de l'ambition. Le premier est celui de l'ancrage : une alliance née en exil devra démontrer qu'elle parle au nom de populations qui, pour l'essentiel, n'ont pas les moyens de quitter leur pays ni d'accéder aux tribunes internationales. Le deuxième est celui de l'unité : fédérer des Maliens, des Burkinabè et des Nigériens aux parcours et aux sensibilités politiques différents dans un mouvement cohérent exigera une discipline que les oppositions sahéennes n'ont pas toujours su maintenir. Le troisième est celui de la crédibilité : face à trois régimes qui contrôlent les armées, les médias et les frontières, l'ADS devra proposer une alternative concrète et non pas seulement un contre-discours. Enfin, il faudra résister à l'accusation, déjà formulée par les relais des juntes, selon laquelle toute opposition en exil serait une création des services occidentaux ; la meilleure réponse à cette accusation sera la transparence, l'ouverture et l'enracinement populaire.

Ces défis sont réels. Ils ne sont pas insurmontables. L'histoire du continent africain est riche en mouvements nés en exil qui ont fini par transformer leur pays de l'extérieur vers l'intérieur, de l'ANC sud-africain aux plateformes pro-démocratie qui ont accompagné les transitions au Soudan et en Guinée. L'ADS ne prétend pas renverser les juntes par la force. Elle prétend faire vivre une idée que les régimes militaires sahéens voudraient enterrer : celle selon laquelle le pouvoir, pour être légitime, doit procéder du consentement des peuples.

Le 9 mai, à Bruxelles, cette idée prendra une forme organisée. Pour ceux qui partagent cette conviction, l'engagement est désormais possible sur : <https://www.saheldemocrates.org/s-engager/>



# LE MANIFESTE

[www.saheldemocrates.org](http://www.saheldemocrates.org)



Partant du principe que la démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, nous, Alliance des Démocrates du Sahel (ADS), sommes résolus à mener une lutte pacifique mais déterminée et engagée pour la restauration des acquis démocratiques et d'en garantir la préservation.



**Nous défendons** les libertés fondamentales pour le bien-être des populations, pour la justice sociale, pour le progrès et le développement de nos territoires formant les États sahéens.

**Nous défendons** l'État de droit, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la liberté d'opinion et de participation.

[www.saheldemocrates.org](http://www.saheldemocrates.org)